

## TABLE DE MATIÈRES

Chapitre préliminaire .....	015
Avant-propos à la quatrième édition.....	017
Avant-propos à troisième édition .....	025
Présentation .....	035

## CHAPITRE I

### FONDEMENTS CONSTITUTIONNELS DE LA RESPONSABILITÉ EXTRA CONTRACTUELLE DE L'ÉTAT

1. Question préalable : Pourquoi doit-on répondre ? .....	037
2. Fondement constitutionnel de la responsabilité extracontractuelle de l'État .....	043
3. Point de départ: le droit naturel dans l'Antiquité .....	046
A) <i>Socrate et le positivisme</i> .....	049
B) <i>“Antigone” et le droit nature</i> .....	050
C) <i>Du droit naturel médiéval à nos jours</i> .....	052
4. Loi naturelle et droits de l'homme .....	055
5. La Constitution de 1991 .....	056

## CHAPITRE II

### LE DOMMAGE INDEMNISABLE DANS LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

1. Le dommage: sa valorisation et son imputation .....	061
A) <i>Caractéristiques qui configurent le dommage</i> .....	081
a) e dommage doit être direct .....	081
a') La théorie de l'imputation objective dans la responsabilité extracontractuelle de l'État en Colombie .....	098
b') Antécédents et évolution des dites relations spéciales de soumission.....	137
c') Notion actuelle des relations spéciales de soumission.....	141
d') Notes caractéristiques des relations spéciales de soumission ou dépendance qui se présentent dans les centres	

## *La responsabilité de la puissance publique*

pénitentiaires et les prisons .....	146
b) Le caractère personnel du dommage .....	162
c) Le caractère certain du dommage .....	163
2. Principe d'intégrité ou indemnité dans l'évaluation du dommage en matière de droits de l'homme et des droits fondamentaux .....	168
3. Évaluation des préjudices par le Conseil d'État .....	198
A) <i>Préjudice matériel</i> .....	199
a) La perte subie ( <i>damnum emergens</i> ) .....	199
b) Manque à gagner .....	203
c) Formules pour liquider les préjudices matériels périmés ou concrétisés et les préjudices à venir .....	210
B) <i>Préjudices immatériels</i> .....	212
a) Les préjudices moraux .....	216
b) Le préjudice physiologique ou les altérations des conditions de vie ( <i>daño a la vida de relación</i> ) .....	229
c) Les troubles dans des conditions d'existence .....	234
d) Le préjudice esthétique .....	238
e) Le dommage psychologique .....	239
f) Le dommage moral et sa possibilité de reconnaissance à des personnes morales dans la responsabilité patrimoniale de l'État .....	242
a') Le dommage moral dans le contexte constitutionnel moderne.....	242
b') Les personnes morales et les droits fondamentaux reconnus par la constitution .....	247
c') Analyse de la jurisprudence du Conseil d'État sur la matière .....	252
d') La relation entre le dommage moral et l'affectation des biens des personnes juridiques .....	262
4. Coexistence ou accumulation de préjudices personnels immatériels .....	264
A) <i>Accumulation homogène de préjudices immatériels</i> .....	264
B) <i>Accumulation hétérogène de préjudices immatériels</i> .....	276
5. L'indemnisation cumulée aux prestations sociales .....	277

### CHAPITRE III

#### DOMMAGE CORPOREL. DOMMAGE BIOLOGIQUE. DOMMAGE À LA SANTÉ. UNE NOUVELLE TYPOLOGIE DU DOMMAGE CORPOREL

##### 1. La Reconnaissance et l'indemnisation de préjudices immatériels.

Dommages différents de ceux de caractère moral dans la juridiction administrative .....	311
2. La Reconnaissance et l'indemnisation des préjudices immatériels dans la juridiction civile .....	329

#### **CHAPITRE IV**

##### **LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT SUITE AUX DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR DES ACTES TERRORISTES**

1. L'évolution de la jurisprudence .....	341
2. Les régimes législatifs spéciaux d'indemnisation .....	344
3. La responsabilité de l'État pour des actes terroristes dans le nouvel ordre juridique (bloc de constitutionnalité) .....	349

#### **CHAPITRE V**

##### **LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT FACE AU TRANSPORT TERRESTRE**

1. Considérations préalables .....	373
2. Le transport terrestre et les régimes de responsabilité administrative .....	375
A) <i>La théorie de la faute du service</i> .....	375
a) Les principes recteurs ou fondamentaux du transport terrestre .....	377
a') Le droit à l'usage et à la jouissance des voies publiques....	377
b') Le principe de la sécurité .....	377
c') Le principe de la libre circulation des véhicules et des personnes.....	378
d') Le principe de la signalisation .....	378
B) <i>Responsabilité suite au dommage spécial ou risque exceptionnel vis-à-vis de l'usager des voies publiques</i> .....	388
3. La responsabilité de l'État dans les accidents de circulation .....	395

#### **CHAPITRE VI**

##### **LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT DANS LE CADRE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

## La responsabilité de la puissance publique

### Section I

#### L'erreur judiciaire et la responsabilité patrimoniale de l'État

1. La configuration de l'erreur judiciaire comme un cas de responsabilité patrimoniale de l'État. ....	410
A) <i>Le refus de la responsabilité patrimoniale de l'État par erreur judiciaire.</i> .....	410
B) <i>L'erreur judiciaire dans la loi relative à l'administration de justice. Restrictions et conditions dans le contrôle de constitutionnalité.</i> ..	414
C) <i>La déclaration de l'erreur judiciaire sans restrictions</i> .....	418
a) La responsabilité patrimoniale des hautes juridictions .....	419
b) La séparation de la responsabilité de l'État et de la responsabilité personnelle du juge suite à l'erreur judiciaire .....	421
c) La définition de l'erreur judiciaire indépendante de la décision arbitraire .....	423
2. Les cas d'erreur judiciaires selon la jurisprudence du Conseil d'État.	427
A) <i>Les cas de négation des prétentions.</i> .....	428
a) Inexistence de dommage anti-juridique dans les enquêtes menées contre les fonctionnaires publics .....	428
b) Le dommage anti-juridique n'a pas été démontré car le bien en garantie n'a pas été négocié auparavant.....	430
c) La décision d'indadmissibilité de la requête ne configure pas en soi-même un dommage anti-juridique .....	431
d) L'imputation générique d'une supposée erreur judiciaire pour reproduire le litige original n'est pas suffisant pour le déclarer .....	432
e) Les différences de critère à l'égard de l'examen des preuves réalisé dans l'arrêt qui contient l'erreur présumée ne sont pas des arguments suffisants.....	433
f) L'inversion de la charge de la preuve configurant l'erreur judiciaire n'a pas été prouvée .....	434
g) Le manque de délai ou condition pour accomplir le paiement d'une obligation dérivée d'un acte de conciliation est une raison suffisante pour ne pas considérer que la dite obligation peut être exigée .....	434
h) L'interprétation contestable d'une norme ne configure pas d'erreur judiciaire si celle-ci n'est pas essentielle pour décider le cas précis .....	435
i) Le changement de jurisprudence ne configure pas une er-	

reur judiciaire .....	435
j) L' archive de l'enquête pénale n'est pas un argument suffisant pour alléger l'erreur judiciaire .....	436
k) La garde à vue et l'absolution ultérieure de l'accusé ne configure pas une erreur judiciaire .....	437
B) <i>Les cas dans lesquels la responsabilité patrimoniale de l'État est déclarée</i> .....	438
a) Responsabilité par dommage anti-juridique .....	438
b) Le propriétaire du véhicule retenu n'a pas eu l'autorisation de participer à l'enquête pénale .....	438
c) Les cas de succès de l'action de révision pénale.....	440
d) La responsabilité par erreur de fait .....	442
e) L'erreur d' interprétation .....	442
f) L'ensemble de suspicions ne configurent pas d'indice grave...	445
g) Le manque de notification du débiteur dans la décision de saisie .....	445
h) L'erreur judiciaire pour le refus de la liberté conditionnelle...	446
i) Le manque des fondements factuels et juridiques pour édicter des mesures de garde à vue .....	447
3. Conclusions .....	447

## **Section II**

### **La responsabilité extracontractuelle de l'État à cause du fonctionnement défectueux de l'administration de justice.**

4. Le fonctionnement défectueux de l'administration de justice dans le droit colombien .....	453
5. L'analyse de la jurisprudence administrative .....	458
6. Dernières considérations .....	462

## **Section III**

### **La responsabilité extracontractuelle de l'État par privation de la liberté dans la procédure pénale**

7. La liberté personnelle et la responsabilité patrimoniale de l'État par la limitation de celle-ci .....	464
8. La responsabilité patrimoniale par privation de la liberté .....	482
9. Le dommage anti-juridique dans la constitution politique de 1991 en	

## *La responsabilité de la puissance publique*

faisant allusion à la privation de la liberté .....	490
10. L'évolution normative et jurisprudentielle sur la responsabilité patrimoniale de l'État par privation de la liberté .....	491
11. La cause étrangère dans la privation injuste de la liberté .....	509
12. La responsabilité du fonctionnaire et l'action de répétition .....	513

### **Section IV**

#### **Le droit au procès sans dilations injustifiées et le retard en tant que fonctionnement anormal de l'administration de justice.**

13. Le délai raisonnable en tant que manifestation des droits fondamentaux au procès équitable et d'accès à l'administration de justice .....	515
14. Le délai raisonnable : droit fondamental subjectif et d'assistance ....	520
15. Le retard non justifié de la procédure judiciaire en droit étranger ....	523
16. Le contenu du droit à un jugement dans un délai raisonnable .....	526
17. Le délai raisonnable et le droit à la liberté personnelle .....	532
18. Les critères de la jurisprudence nationale et internationale sur la violation du délai raisonnable .....	536
A) <i>La complexité du cas concret</i> .....	536
B) <i>La conduite de l'autorité judiciaire</i> .....	537
C) <i>La conduite du particulier qui demande la protection</i> .....	537
19. Le retard non justifié en tant que faute du service d'administration de justice .....	538

## **CHAPITRE VII**

### **LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT PAR L'ACTIVITÉ MÉDICALE SANITAIRE**

1. Les précisions sur le titre d'imputation et la charge de la preuve en matière de responsabilité médicale et hospitalière .....	545
A) <i>Il n'y a pas de ligne jurisprudentielle en matière de faute présumée en tant que titre d'imputation de la responsabilité médicale et hospitalière</i> .....	547
B) <i>Le système des "charges probatoires dynamiques"</i> .....	554
C) <i>L'état de la jurisprudence et les nouvelles perspectives à propos de l'analyse, l'étude, la définition de l'imputation et de la preuve de la responsabilité</i> .....	558
D) <i>La preuve de la faute dans la gynécologie-obstétrique en Colom-</i>	

<i>bie</i> .....	567
E) <i>L'analyse de l'arrêt du 19 août 2009</i> .....	573
2. La perte d'opportunité en tant que critère d'imputation ou dommage autonome existe-t-elle dans la jurisprudence du conseil d'État ? .....	582
3. La responsabilité extracontractuelle comme conséquence de "situations irrégulières dans le service hospitalier " .....	596

## CHAPITRE VIII

### LA RESPONSABILITÉ PATRIMONIALE DE L'ÉTAT PAR ENRICHISSEMENT SANS CAUSE. LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE, EXTRA CONTRACTUELLE OU SOURCE AUTONOME DES OBLIGATIONS ?

1. L'origine de la responsabilité .....	611
2. La portée de l'expression "fait accompli" et les cas dans lesquels on peut identifier certains faits .....	614
3. Les cas de responsabilité patrimoniale de l'enrichissement sans cause justifiée .....	617
A) <i>Les éléments qui conforment l'enrichissement sans cause</i> .....	617
B) <i>La responsabilité de l'État et les conditions pour sa configuration</i> .....	619
C) <i>L'irresponsabilité de l'État par enrichissement sans faute</i> .....	630
4. Le recours judiciaire pour réclamer le paiement à celui qui a été enrichi sans cause justifiée .....	638
5. la condamnation en faveur de celui qui a diminué son patrimoine sans cause adéquate .....	642
6. l'enrichissement sans cause dans les services publics de santé et d'éducation .....	643
7. Troisième période. l'arrêt du 22 juillet 2009 et la restauration de la responsabilité patrimoniale par enrichissement sans cause.....	646

## CHAPITRE IX

### LA RESPONSABILITÉ DES FONCTIONNAIRES

1. Les fonctionnaires publics dans la constitution politique.....	651
2. Les fondements constitutionnels .....	662
3. Les caractéristiques constitutionnelles de la responsabilité des fonctionnaires publics .....	667

## *La responsabilité de la puissance publique*

A) <i>La réserve de la loi en matière de responsabilité des fonctionnaires</i>	667
B) <i>Le procès équitable</i> .....	672
C) <i>Le principe de la chose jugée "non bis in idem"</i> .....	679
4. Les types de responsabilité des fonctionnaires .....	680
A) <i>l'action de répétition (constitution politique, article 90)</i> .....	681
a) Les antécédents normatifs de l'action de répétition .....	682
b) Le concept et la finalité de l'action de répétition .....	686
c) Nature juridique de l'action de répétition .....	689
d) Les conditions d'admissibilité de l'action de répétition.....	691
a') Existence d'une condamnation contre l'institution publique	691
b') La conduite intentionnelle ou la faute grave du fonctionnaire.....	693
c') Le paiement de la condamnation .....	697
B) <i>La responsabilité des fonctionnaires pour les condamnations patrimoniales imposées dans le cadre de l'administration de justice</i> .....	701
C) <i>La prescription de l'action de répétition</i> .....	711
5. La responsabilité fiscale .....	711
6. La responsabilité disciplinaire .....	716
7. La responsabilité pénale des fonctionnaires .....	718
Index des auteurs cités .....	721
Index des lois .....	727